

Libération (site web)

samedi 14 décembre 2024 - 12:58:22 1438 mots

## En Arabie Saoudite, comment la «petite COP» sur la désertification est devenue grande

Margaux Lacroux

**Le sommet onusien sur l'aridification s'est achevé ce samedi 14 décembre sans adopter de texte contraignant sur la sécheresse. Néanmoins, un groupe d'experts a été pérennisé et cet événement a gagné en visibilité.**

Fin des prolongations pour le dernier sommet pour la planète de 2024. Après la [COP «biodiversité» de Cali](#) (Colombie) fin octobre, la [COP «climat» de Bakou](#) (Azerbaïdjan) en novembre, [la 16e COP dédiée à la «désertification»](#) vient de se clore à Riyad (Arabie Saoudite) tôt ce samedi 14 décembre, au terme d'une nuit de négociations supplémentaire.

Ce rendez-vous organisé par la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) n'était pas à prendre à la légère puisque 40 % des terres sont actuellement dégradées et que ce phénomène gagne 100 millions d'hectares chaque année, avec des conséquences directes sur la sécurité alimentaire, les ressources en eau et les moyens de subsistance de milliards de personnes.

Le sommet onusien, commencé le 2 décembre, était essentiellement une COP de «mise en œuvre», deux ans après que la communauté internationale s'est engagée à restaurer un milliard d'hectares de terres d'ici à 2030. Un objectif qui n'est pas totalement à la mesure de l'enjeu : 1,5 milliard d'hectares devaient être restaurés d'ici à la fin de la décennie pour parvenir à l'objectif d'un monde neutre en termes de dégradation des terres en 2030, a précisé la CNULCD en amont des discussions.

### *Solidarité financière des pays non affectés*

Dans la dernière ligne droite des négociations, le sujet des sécheresses a été particulièrement présent. Les pays les plus vulnérables, dont ceux d'Afrique, poussaient pour que cette COP aboutisse à une décision ambitieuse : un texte contraignant qui rendrait par exemple obligatoire des plans de prévention des sécheresses ainsi qu'une solidarité financière des pays non affectés (ceux du Nord tels que le Canada, les Etats-Unis ou l'Allemagne) envers les pays affectés. Mais faute de consensus, les discussions ont finalement été remises à la prochaine édition, en Mongolie en 2026. Les sécheresses, «*alimentées par la destruction de l'environnement par l'homme*», coûtent au monde plus de 300 milliards de dollars chaque année, et devraient affecter 75% de la population mondiale d'ici à 2050, selon l'ONU.

Plus globalement, la CNULCD a estimé qu'au moins 2 600 milliards de dollars d'investissements mondiaux étaient nécessaires d'ici à 2030 pour lutter contre la dégradation des sols. Les COP désertification ne fixent pas d'objectifs financiers à atteindre collectivement, les pays volontaires font des promesses de dons pour des initiatives de leur choix. La première semaine de l'événement a vu des engagements de plus de 12 milliards de dollars (11,4 milliards d'euros) de la part du Groupe de coordination arabe, un ensemble d'institutions nationales et régionales, et du Partenariat mondial de Riyad pour la résilience à

la sécheresse, une nouvelle instance qui vise à mobiliser des fonds publics et privés pour aider les pays à risque. *«Les sommes promises sont plus importantes que d'habitude mais on est loin de ce qu'il faudrait, c'est-à-dire un milliard par jour pour lutter contre la dégradation des terres et la sécheresse»*, rappelle Patrice Burger, président du Centre d'actions et de réalisations internationales (Cari), association qui se mobilise contre la désertification sur le pourtour saharien.

Mercredi 11 décembre, la CNULCD a annoncé des engagements plus modestes de 11 millions d'euros de la part de l'Italie et de 3,6 millions d'euros de l'Autriche pour soutenir la mise en œuvre de l'initiative de [la Grande Muraille verte](#). Ce projet mené au Sahel, qui vise à restaurer 100 millions d'hectares de terres sur une bande longue de 7 800 kilomètres sur 15 kilomètres de large, avance moins vite que prévu. En 2021, la France avait promis de donner 600 millions d'euros jusqu'en 2025. Aujourd'hui en plein marasme budgétaire, elle n'a pris aucun engagement financier supplémentaire à la COP16.

### ***L'agriculture, éléphant dans la pièce***

Un autre point important a, lui, abouti : l'interface science politique (SPI), un groupe d'experts équivalent à celui du Giec mais dédiée à la COP désertification, a enfin été pérennisée, avec un budget propre. Au fur et à mesure des COP, le SPI produira des rapports sur les connaissances scientifiques et suivra la progression des hectares de terres restaurées. Durant le sommet qui s'achève, ce groupe a notamment [dévoilé des chiffres alarmants](#) : plus des trois quarts des terres de la planète ont connu un climat plus sec au cours des dernières décennies, principalement sous l'effet du changement climatique, et les zones arides couvrent désormais près de 41 % des terres émergées de la planète. D'ici à la fin du siècle, jusqu'à cinq milliards de personnes pourraient habiter les zones arides, c'est-à-dire en déficit chronique en eau.

D'autres thématiques ont également pris de l'importance au fil de cette COP16. Notamment l'agriculture, éléphant dans la pièce jusqu'ici peu considéré : *«Les négociations semblent aller vers une meilleure prise en compte des questions agricoles à la fois en tant que facteur de dégradation mais aussi de solution»*, explique Jean-Daniel Cesaro, géographe au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, en précisant que certains modèles agricoles permettent de restaurer des terres (agroécologie, pastoralisme...) grâce à des pratiques durables.

De son côté, Sandra Rullière, experte en agriculture et développement rural à l'Agence française de développement, qui plaide pour une «intensification agroécologique», souligne que *«la priorité doit être d'éviter la dégradation»*. *«On va devoir nourrir une population croissante, 10 milliards de personnes en 2050, il faut être en mesure de produire, mais pas n'importe comment, sans polluer, sans étendre les superficies agricoles sur les zones naturelles»*, relève-t-elle. Elle ajoute que l'accès au foncier a été très discuté pendant la COP : il peut être source de tensions entre différents usagers de la même terre (par exemple des cultivateurs et des éleveurs) et constitue un facteur de grandes inégalités de genre.

### ***«Les médias et le grand public sont plus sensibles»***

Cet événement, pour la première fois organisé au Moyen-Orient, aura également permis de gagner en rayonnement. L'Arabie Saoudite a voulu faire de cette COP la plus grande jamais organisée dans sa catégorie. Une manière pour ce pays souvent bloquant dans les négociations

climat de redorer son image sur la scène internationale. Ce changement d'échelle est *«une bonne nouvelle car jusqu'ici, la désertification était reléguée au second plan»*, explique Marie-Sara Bouloumou, chargée de plaider sur les questions liées à l'eau au Secours islamique France (SIF). Environ 17 000 participants ont ainsi arpenté un site bien plus étendu que d'habitude, tellement grand qu'un minibus permettait d'aller d'un bout à l'autre. Le One Water Summit, organisé en marge de la COP par la France et le Kazakhstan en Arabie Saoudite, a également permis de drainer de nombreux chefs d'Etat. *«D'habitude c'est une COP petit public, moins connue que les deux autres, note Jean-Daniel Cesaro. Mais on sent que les médias et le grand public sont plus sensibles à cette question de la désertification car ces dernières années on voit l'effet du changement climatique, notamment sur l'écosystème français.»*

La France a d'ailleurs rejoint la liste des pays qui se déclarent *«affectés»* par la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse. Cette annonce est *«l'occasion de souligner que ce phénomène touche tous les pays et qu'il faut progresser ensemble pour y apporter des solutions concrètes et rapides»*, a déclaré depuis Riyad Thani Mohamed-Soilihi, secrétaire d'Etat chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux dans feu le gouvernement de Michel Barnier. Environ 1 % du territoire français est concerné, principalement le pourtour méditerranéen, la Corse-du-Sud, La Réunion, la Guadeloupe et Mayotte. La France, comme 169 autres pays, est désormais tenue de présenter tous les quatre ans la situation de ces territoires et les mesures pour améliorer l'état des sols.

*«Il y avait une exception française sur le pourtour méditerranéen»*, explique Jean-Daniel Cesaro. En effet, l'Espagne, l'Italie, la Grèce ou la Turquie s'étaient eux déclarés depuis longtemps. Le Cari a salué via un [communiqué](#) la levée d' *«ambiguïté»* de Paris, en rappelant que la COP désertification, initialement dédiée à l'Afrique, a trop longtemps été réduite à une *«convention des pauvres»*.